

4

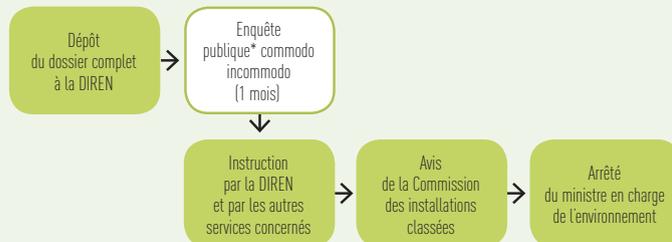
COMMENT SE DÉROULE L'INSTRUCTION DE MA DEMANDE ?

L'instruction d'une demande d'autorisation d'exploiter une ICPE est assurée par la cellule des installations classées de la Direction de l'environnement (DIREN).

Après réception du dossier complet, la durée moyenne de la procédure est de **6 mois** pour une activité relevant de la 2^e classe, et de **12 mois** pour une activité relevant de la 1^{ère} classe, dont l'instruction est plus complexe. Il est important de tenir compte de ce délai dans le calendrier prévisionnel de mise en exploitation de l'installation.

 **Lorsqu'une ICPE est exploitée sans avoir obtenu d'autorisation préalable, son exploitant est passible de sanctions administratives et/ou pénales².**

Les étapes de progression de mon dossier :



* Uniquement pour les installations de 1^{ère} classe

² Peine encourue : amende de 35 000 à 350 000 F CFP ; en cas de récidive : amende de 350 000 à 9 000 000 F CFP et 2 à 6 mois de prison.



Vous êtes chef d'entreprise ?

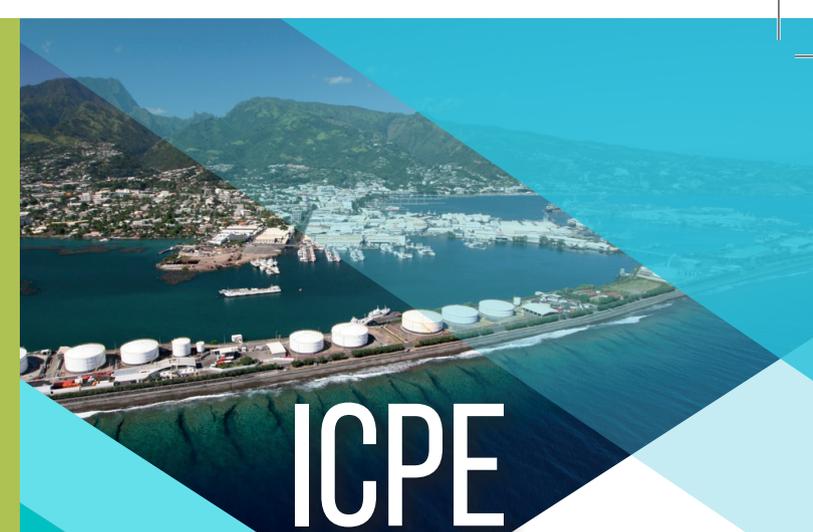
vous activité est peut-être soumise à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

POUR EN SAVOIR PLUS

- > **Contact** la Cellule des installations classées de la Direction de l'environnement (DIREN) au 40 47 66 66.
- > **Télécharger** le guide de procédure des installations classées sur le site de la Direction de l'environnement : www.environnement.pf
- > **Consulter** la carte des ICPE de Tahiti sur le site Te Fenua : www.tefenua.gov.pf



DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Polynésie française



ICPE

LES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

> **Chef d'entreprise, vous êtes peut-être concerné.**



DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Polynésie française

Photo : Grégoire le Bacon

Environnement

1

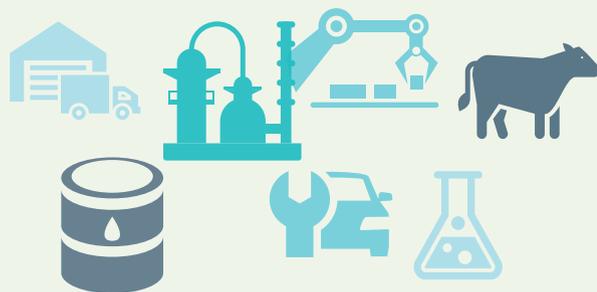
QU'EST CE QU'UNE ICPE ?

Les **installations classées pour la protection de l'environnement** sont des activités pouvant présenter des dangers ou des inconvénients pour l'Homme et son environnement : **risque de pollution chimique ou biologique, risque d'incendie, nuisance sonore, mauvaises odeurs, etc...**

Afin de minimiser les risques encourus, ces activités sont encadrées par le code de l'environnement polynésien, avec la délivrance d'une autorisation administrative qui fixe les conditions de leur exploitation.

LES ACTIVITÉS POTENTIELLEMENT CONCERNÉES :

entrepôts, garages automobiles, ateliers de menuiserie, dépôts d'hydrocarbures, de gaz ou de produits chimiques, groupes électrogènes, concasseurs, élevages, aquaculture, stockage ou fabrication d'engrais...



2

MON ENTREPRISE EST-ELLE SOUMISE À AUTORISATION ?

C'est la **nomenclature des installations classées¹** qui le détermine.

Cette nomenclature se présente sous la forme d'une liste de substances et d'activités déclinées en rubriques numérotées.

LA NOMENCLATURE DES ICPE

SUBSTANCES

10xx. Définitions
11xx. Toxiques
12xx. Comburantes
13xx. Explosives
14xx. Inflammables
15xx. Combustibles
16xx. Corrosives
18xx. Réagissant avec l'eau
19xx. Radioactives

ACTIVITÉS

21xx. Activités agricoles ou aquatiques, animaux
22xx. Agroalimentaire
23xx. Textiles, cuirs et peaux
24xx. Bois, papier, carton, imprimerie
25xx. Matériaux, minerais et métaux
26xx. Chimie, parachimie, caoutchouc
27xx. Déchets
29xx. Divers



¹ Code de l'environnement de la Polynésie française.

3

EN QUOI CONSISTE LA DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER ?



Le **dossier de demande d'autorisation d'exploiter** présente l'activité et son environnement, et explique les mesures prises pour en limiter les dangers ou inconvénients :

Il est constitué des pièces suivantes :

- une présentation de l'exploitation
- une présentation de l'environnement
- une étude d'impact (1^{ère} classe) ou une notice d'impact (2^e classe)
- une étude de dangers (1^{ère} classe) ou une notice de dangers (2^e classe)
- une notice d'hygiène et de sécurité
- des plans complets de l'installation
- un ensemble d'annexes.

Certains de ces documents sont très techniques, et **il est fortement conseillé de solliciter l'assistance d'un bureau d'études spécialisé pour leur rédaction.**



Pour chaque rubrique, des **seuils** sont fixés pour prendre en compte la gravité des dangers ou des inconvénients potentiels correspondants : quantité de produits, surface d'atelier, puissance des machines, nombre d'animaux...

Lorsque les seuils ne sont pas atteints, mon installation n'est pas soumise à autorisation.

Dans le cas contraire, **mon installation est classée** et une **autorisation d'exploiter** doit être obtenue préalablement au démarrage de mon activité.

Deux classements sont alors possibles :

- la **1^{ère} classe** pour les installations les plus dangereuses,
- la **2^e classe** pour les installations présentant des risques modérés.

QUELQUES EXEMPLES

• Stockage de gaz inflammables liquéfiés (rubrique 1412)

Lorsque la quantité totale stockée est :

- comprise entre 6 et 50 tonnes > **INSTALLATION DE 2^e classe**
- supérieure à 50 tonnes > **INSTALLATION DE 1^{ère} classe**

• Atelier de mécanique automobile (rubrique 2930)

• En cas de réparation /entretien de véhicules et engins à moteur

Lorsque la surface de travail est :

- comprise entre 50 et 1000 m² > **INSTALLATION DE 2^e classe**
- supérieure à 1000 m² > **INSTALLATION DE 1^{ère} classe**

• En cas d'activité de peinture de carrosserie

Lorsque la quantité maximale de produits utilisés est :

- comprise entre 5 et 100 kg/jour > **INSTALLATION DE 2^e classe**
- supérieure à 100 kg/jour > **INSTALLATION DE 1^{ère} classe**